

Le Nombre et l'Opinion publique

(AVANT-PROPOS)

Il ne semble point que la victoire doive libérer les Français de leurs superstitions et de leurs erreurs.

La paix sépare et rend hostile ce que la guerre avait uni et pacifié. Si le travail fécond est négligé, tout est à la politiquerie stérile, aux élections.

Déjà, les intérêts, les ambitions, les passions ont constitué des partis, c'est-à-dire divisé le sentiment national, effrité la conscience morale.

Par tous les moyens — et les pires — on va en appeler au nombre pour une fonction qui n'est pas la sienne.

Sélection du bagout, de l'incapacité, du mensonge, de la corruption et du cynisme, ces « élus » s'assembleront. Ils feront et déferont des ministres. Ils élaboreront des lois. Ils quémanderont pour leurs mandants. Enfin, ils débattront de ce qui se décide d'en haut et par un, non d'en bas et par tous, de ce qui se fait

et ne se parle pas : une administration, un gouvernement.

Et ça recommencera, hélas ! Et les mêmes causes — aggravées — produiront les mêmes résultats — empirés. Le désordre se propagera, avec le paupérisme, la démagogie, la sédition. Nous glisserons de plus en plus vite sur une pente que tant de « réformateurs » s'appliquent à enduire, les uns de la cire socialiste ou de l'huile radicale, les autres du savon conservateur. Tous ces toboggans de l'absurde convergent vers le même abîme de boue et de sang où s'engloutissent les peuples qui ne savent plus se discipliner aux conditions de l'existence sociale.

Sans être suffisante, la première de ces conditions — un gouvernement — est essentielle. Or le moins qu'on puisse dire du suffrage universel et du parlementarisme, c'est qu'ils sont radicalement impropres à former cet organe exécutif de l'intérêt général et même à maintenir ce que la nécessité, malgré tout, spontanément, fait surgir d'autorité.

L'expérience est de tous les temps, de toutes les latitudes et de toutes les races. Elle n'a jamais laissé d'être significative.

En France, après 1870, nous l'avons méconnue. Après le cauchemar de ces cinq années, malgré la sanglante, la cruelle leçon des faits, nous la méconnaissons encore.

C'est un suicide national.

Comme je l'ai annoncé ailleurs, nous entrons — en hallucinés — dans la période du Grand Chaos. Aussi, dans ces derniers ouvrages, ne me suis-je attaché qu'à rappeler les principes fondamentaux de tout ordre social, lesquels sont éternels et universels.

Ne me proposant que de servir, peu soucieux d'effets et d'originalité littéraires, je n'ai donc pas hésité à multiplier les citations quand il m'a paru que tel fait avait été constaté, telle idée avait été formulée aussi clairement par d'autres. La politique positive n'est que le bon sens éprouvé par le temps. Il fallait l'indiquer.

Certes, ces pages n'enrayeront pas la vertigineuse descente. L'encre ne saurait avoir plus de vertu que n'en eut le sang versé, offert, de nos 1.500.000 enfants.

La démence s'avère incurable pour cette génération. Individuellement, chacun conviendra que le parlementarisme est une niaiserie, le suffrage universel une aberration. Mais, collectivement, en fait, on n'agira qu'avec et dans le système. Pis : on le généralisera, on le consolidera.

Nous voyons le Traité de paix qu'ont bâclé quatre ou cinq politiciens incompétents mais éloquents. S'ils avaient été dix, et même moins éloquents, le résultat eût été plus piteux encore.

S'ils avaient été trente, ils n'eussent jamais abouti.

La Société des nations, de plus en plus inconsistante, a pour mission d'assurer la paix. Attendons-nous donc à des conflits incessants, à une guerre permanente qui durera jusqu'à ce que la nature sociale médicatrice ait éliminé les « pacifistes » et jusqu'à ce que le syndicat de la finance internationale, qui sous la firme fallacieuse de « Société des nations » se prépare à mettre le monde en coupe réglée, ait fait banqueroute.

C'est encore une des vérités le plus souvent démontrées de la politique positive que la démocratie nominale qu'est nécessairement la prétendue démocratie temporelle devient toujours, en fait, une ploutocratie effective.

Ainsi, de plus en plus, cette anarchie s'étend à l'économique. La C. G. T. institue un parlement économique dont le rôle inconscient, à l'intérieur, sera celui de la Société des nations à l'extérieur. Il fera de notre industrie, de notre travail, de notre négoce ce que la Chambre et le Sénat ont fait de l'État. La production sera de plus en plus paralysée. La disette s'en suivra.

On s'en prend au bolchevisme. Cet épouvantail à petits bourgeois n'est que le fruit de

l'arbre vénéneux que notre sottise a planté et que notre malice cultive.

Une des innombrables ligues ou soviets qui aspirent à faire l'union de tous « les bons Français » abjure ses adhérents, avant tout, de défendre contre le bolchevisme, quoi ? — Le suffrage universel. La cause contre l'effet !...

Au vrai, il n'y a qu'une erreur foncière, une folie, un toxique, et qui se retrouvent, à doses plus ou moins massives, dans tous les partis, et d'abord dans le concept même de parti.

La famille, la profession, l'association, la région, l'Église, l'État sont des organes différenciés, mais qui coopèrent à la vie de l'ensemble. Le parti est un ferment de décomposition. Il n'a aucune fonction créatrice ou organisatrice. C'est une excroissance parasitaire, morbide.

La démagogie, qui n'est pas moins pernicieuse chez le conservateur que chez l'émeutier professionnel, est l'aliment vital de tout parti qui sollicite des électeurs comme de tout journal qui recherche des lecteurs.

Le délire accompagne toujours une rétrogradation intellectuelle et morale. Nous assistons à un abrutissement, à un avilissement de l'Humanité.

Ce qui caractérise nos tumultes, ce qui explique leur incohérence, l'imbécillité manifeste de leur inspiration, c'est le dédain absolu des forces

spirituelles. Elles sont ignorées. Il n'y a plus que la bestialité qui compte. L'aptitude, qui devrait croître, de l'homme à être persuadé par des raisons, mù par des sentiments sociaux, contenu par une discipline, exalté par un idéal, est laissée en jachère. Aussi se perd-elle. Et il n'y aura bientôt plus que ce qui se chiffre, se touche, contraint, — le présent, l'immédiat, la matière.

Chez l'individu, une telle dégénérescence se nomme proprement l'idiotie.

Notre conscience sociale semble déchoir vers cet état inférieur. Il ne lui reste que des grands mots — dont le plus souvent le sens lui échappe — pour se masquer son indigence intellectuelle, sa dégradation morale.

Comme je l'ai montré pour l'argent, le nombre est une force sociale. Il n'y a pas à briser aucune force; mais à les régler.

N'étant pas subordonné à l'Humanité, l'argent a corrompu, dissocié; n'étant pas discipliné dans l'ensemble, le nombre a décérébré, désagrégé les institutions. Et la conséquence en est la mort de la race et l'écroulement de la civilisation.

Les forces matérielles sont brutales et donc antagoniques. Elles ne se peuvent régler que de l'extérieur, par une puissance d'autre nature, c'est-à-dire spirituelle, à la fois motrice, modératrice et régulatrice.

Une doctrine seule la peut constituer. Quelle? Dans le désarroi effarant qu'a provoqué l'inter-règne spirituel, il y a encore le catholicisme pour les croyants. Mais il y a aussi, heureusement, pour les âmes dégagées de la théologie, le positivisme.

Hors de là, pas de solution, pas d'action convergente et efficace, pas de salut; parce que, hors de là, pas de base, pas de méthode, pas de guide, pas de but.

Dans les pages qui suivent, je me suis proposé seulement de déterminer le caractère pernicieux de l'infection mortelle qui délabre la société française et gagne peu à peu toute la civilisation occidentale.

Qu'on ne s'attende pas à trouver quelque incantation constitutionnelle qui transformera la purulence du chancre électif et parlementaire en une source pure de vitalité et de prospérité.

Il faut d'abord guérir.

J'avoue humblement que j'ignore la recette d'une bonne peste et la formule d'un poison délectable.

Mais, vous autres, gens de ligues, de « bonnes élections », d'ordre par la perturbation, anti-politiciens politiques, candidats honnêtes, partisans d'union nationale, polémistes de la paix sociale, nouveaux démocrates qui ne furent pas inconnus d'Aristophane, — vous êtes des

malins, des hommes pratiques, et les théoriciens, avec leur histoire, leurs lois infrangibles, leurs principes éprouvés, leurs généralisations gênantes, surtout avec leur diagnostic désagréable, vous font sourire.

Les moins malins d'entre vous, qui sont aussi les moins ignares et les plus capables de réflexion, conviennent pourtant que le choix des supérieurs par les inférieurs, la législation à outrance, la direction délibérative sont une calamité pour un pays; mais ils allèguent que le mal est trop ancré pour être guérissable et qu'il faut s'en arranger comme on peut.

Malheureusement, on ne compose pas avec les lois physiques comme avec un parti adverse pour le scrutin de ballottage ou l'établissement d'une liste de candidats panachée.

Laissez donc qu'ici on vous le rappelle sans ménagement : Pour la société française d'abord, pour toute la civilisation occidentale ensuite, **il faut guérir ou périr.**

Le Nombre et l'Opinion publique

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	I

I

Le Suffrage universel.

I. Le principe de la guerre civile. — II. La souveraineté du peuple. — III. Mystification oppressive. — IV. Les partis. — V. Le meilleur choix. — VI. L'élection donne le pire. — VII. Du pain et des jeux. — VIII. Les intérêts particuliers coalisés contre l'intérêt général. — IX. Indépendance et concours. — X. De la vertu comme principe de gouvernement. — XI. L'appel des passions par les erreurs	1
--	---

II

Le Gouvernement.

I. Le nombre dans la guerre. — II. Du meilleur gouvernement. — III. Les dangers de l'instabilité. — IV. Les lois de la physique so-	
---	--

ciale. — V. Confusion du temporel et du spirituel. — VI. Les jacobins. — VII. Inflation budgétaire. — VIII. Pléthore légale. — IX. L'étatisme	46
---	----

III

L'Administration.

I. Incompétence. — II. Inertie agitée. — III. Bureaucratie. — IV. Le gâchis. — V. L'administration subordonnée à la politiquerie. .	75
---	----

IV

Législatif et exécutif.

I. Légistes et anarchistes. — II. La législation contre les institutions. — III. Le moyen pris pour la fin. — IV. La présidence. — V. Hérité sociocratique. — VI. Tyrannie par en bas. — VII. « Chacun son pape, chacun son empereur ». — VIII. La peste	92
--	----

V

Le Parlement.

I. Le contrôle parlementaire. — II. Le Parlement et la finance. — III. Le congiaire. — IV. Sinistre incurie — V. Impuissance délibérante. — VI. Nos fautes. — VII. Les morts sauvent les vivants	119
--	-----

VI

La Démagogie.

- I. Socialisme électoral. — II. Mortelle surenchère. — III. Les serviteurs de l'ennemi. — IV. Félonie politique. — V. Quand la France se reprend. — VI. Réaction vitale. — VII. Ignominie électorale. — VIII. Le péril politique. — IX. Pour que la France vive. — X. Le remède est surtout moral. 144

VII

La Presse.

- I. L'anarchie n'a que deux moyens : corrompre ou terroriser. — II. La presse vénale. — III. La presse esclave. — IV. La presse complice. — V. Puffisme de presse. — VI. La presse à la solde de l'étranger. — VII. Jusqu'à la trahison. — VIII. La presse d'affaires, danger national. — IX. La vraie liberté de la presse. 182

VIII

L'Opinion publique.

- I. Filles de lettres. — II. Dictature spirituelle. — III. La leçon de la victoire. — IV. Commander ou obéir pour servir. — V. Fonction

sociale du nombre. — VI. L'organe de la démocratie vivante. — VII. L'inepte pédantocratie. — VIII. Insuffisance de la contrainte. — IX. Puissance de l'opinion publique. — X. Ranimer l'esprit social. — XI. Les forces sociales disciplinées par les forces morales. — XII. Conclusion 215

PUBLIÉ PENDANT LA GUERRE

Hors commerce, épuisé.

*Aux Civils : I. Le Devoir de servir et de militer ;
II. La Coalition des forces vives du pays pour
l'action de défense sociale urgente ; III. Circu-
laire confidentielle.*